

ANTIGONE

Carole JOLLAIN

Directrice

Frédéric LABICH

Chef de service

MISSION

Antigone est un Service Social Spécialisé en Milieu Ouvert qui développe une intervention sociale dans le cadre de deux actions spécifiques :

La prostitution

Lutte contre l'exclusion des personnes pratiquant la prostitution.

Prévention des risques chez les jeunes.

Assistance aux personnes victimes de la traite des êtres humains.

L'action accompagne et vise à l'amélioration des conditions d'existence de toute personne concernée par la prostitution, qu'elle soit en situation ou en risque de prostitution et ce dans une perspective d'accueil à bas seuil d'exigence. L'action du Service Antigone participe à la réduction des risques sanitaires et sociaux au sein de cette population.

La prévention des addictions et soutien à la parentalité

Accueil des personnes orientées par le Parquet de Nancy et de leur famille dans le cadre des mesures alternatives aux poursuites pénales liées à une infraction à la législation sur les stupéfiants.

Accueil, écoute et accompagnement des consommateurs et de leur famille qui sollicitent le service en direct ou sur les conseils de services partenaires.

Interventions collectives : prévention, information, sensibilisation auprès de groupes.

FINANCEMENT

Agence Régionale de la Santé – Promotion de la Santé.

État – Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables.

Délégation Régionale des Droits des Femmes.

Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances.

NANCY MÉTROPOLE – Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

MILDECA – Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives.

RAYONNEMENT GÉOGRAPHIQUE

Le rayonnement géographique du service est départemental. Néanmoins, l'essentiel de son activité se concentre sur le bassin de vie de la Métropole du Grand Nancy (sortie de terrain, accompagnement social).

Concernant la prévention des addictions, les personnes rencontrées résident sur le sud Meurthe-et-Mosellan.

L'implication d'Antigone dans le réseau national de services spécialisés l'amène à traiter les situations de personnes demeurant sur d'autres villes ou départements. Il s'agit alors de proposer un soutien technique à distance, une prise en charge par le service ou une orientation vers tout autre lieu adapté à la situation de la personne.

Le service Antigone est agréé pour accompagner les personnes engagées dans un parcours de sortie de la prostitution sur les départements de Moselle et de Meurthe-et-Moselle

ÉQUIPE

Personnel médico-social

Chef de service.....	0,25 ETP
Infirmier	0,50 ETP
Travailleurs sociaux.....	2,00 ETP

▲ PRÉVENTION DES ADDICTIONS ET SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

- Entretien individuel de prévention : 79
- Accompagnement social dans la durée : 19 personnes
- Parents et proches : 15 personnes
- Prévention collective :
 - Stage de sensibilisation aux dangers des drogues
 - Public PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse) : 11 stages pour 48 participants
 - Adultes ANPAA : 5 stages pour 50 stagiaires
 - Adultes SSSJ-ANNE : 11 stages pour 129 participants
 - Mission locale de Nancy : 56 ateliers représentant 339 jeunes entre 18 et 25 ans
 - Intervention Prévention Grand Public (NJP 2022) : 3 manifestations
 - Intervention Prévention Public Mineurs et Scolaires : 1 manifestation
 - Ateliers et soirées Prévention des Risques : 8 manifestations

12 familles sont engagées dans une démarche de soutien dans la durée et ont maintenu un contact avec le service au 31 décembre 2022.

▲ ACCOMPAGNEMENT MÉDICO-SOCIAL DES PERSONNES EN RISQUE OU EN SITUATION DE PROSTITUTION

- 108 personnes prises en charge sur l'année dont 25 nouveaux suivis :
 - 25 personnes rencontrées lors du travail de rue. Toutes les personnes se sont engagées dans un accompagnement médico-social en journée.
 - 83 personnes ne pratiquant pas la prostitution de rue se sont engagées dans un accompagnement médico-social en journée.

Prévention des risques sanitaires et accès aux soins :

- 190 actes de prévention en travail de rue.
- 224 démarches de soins en journée accompagnées.

Accompagnement social hors la rue :

- 1 469 accompagnements ou entretiens en journée sur l'année
- Parcours de sortie de la prostitution
 - 10 suivis de parcours en Meurthe-et-Moselle.
 - 1 suivi de parcours en Moselle.
- 30 personnes domiciliées au service Antigone en 2022.

44 personnes en accompagnement effectif au 31 décembre 2022



SOMMAIRE

1. FINANCEMENT	4
2. INTERVENTION MEDICO-SOCIALE AUPRES DES PERSONNES PROSTITUEES	4
2.1 Objectif général	4
2.2 Sociologie de la prostitution	5
2.2.1 <i>Sur l'espace public</i>	5
2.2.2 <i>Sur l'espace privé ou semi privé</i>	5
2.3 Public bénéficiaire en 2022	5
2.4 Répartition de l'activité du service selon les programmes d'intervention	6
2.4.1 <i>Répartition des actes et démarches médico-sociales réalisées en 2022</i>	6
2.4.2 <i>Répartition des temps d'intervention selon les fonctions en 2022</i>	7
2.4.3 <i>Actions de formation</i>	18
2.4.4 <i>Observatoire et évaluation des pratiques érotiques tarifées sur internet</i>	19
2.5 Perspectives 2023	19
3 PREVENTION DES ADDICTIONS CHEZ LES CONSOMMATEURS DE PRODUITS PSYCHOACTIFS ET SOUTIEN A LA PARENTALITE	20
3.1 Objectifs de l'action	20
3.2 Moyens mis en œuvre	20
3.2.1 <i>Les moyens humains</i>	20
3.2.2 <i>Les outils mobilisés</i>	20
3.2.3 <i>Les partenaires</i>	21
3.3 Résultats	21
3.3.1 <i>Les entretiens individuels</i>	21
3.3.2 <i>Les interventions collectives</i>	22
3.4 Mesures d'avertissement avec orientation	22
3.5 Prévention des conduites addictives chez les jeunes P.J.J	22
3.6 Stages de sensibilisation aux dangers des drogues à destination des adultes	24
3.7 Actions collectives de prévention	24
3.8 Accompagnements sociaux	25
3.9 Observatoire des pratiques addictives	25
3.9.1 <i>Les profils des publics reçus en mesure d'avertissement</i>	25
3.10 Perspectives 2023	27
4 FORMATIONS EN 2022	27

Préambule

Le début de l'année 2022 a encore été marqué par la poursuite de la diffusion des obligations en matière de protection concernant la COVID-19, mais elle a surtout été l'occasion d'un assouplissement franc des mesures de protection, comparé aux deux années précédentes. A noter que nous avons observé très peu de cas COVID que ce soit au niveau des professionnels qu'au niveau des usagers du Pôle CHRS et Santé en 2022.

L'année 2022 a été l'occasion pour l'Association, de mener un diagnostic et les perspectives à prendre en compte à l'échelle de l'Association, et ce, afin de préparer un futur Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) avec la DEETS 54¹. Le Cabinet KPMG fut la cheville ouvrière de ce travail sous le pilotage de la gouvernance.

Ainsi, pour le Pôle CHRS et Santé, les projets importants et à venir concernent le CHRS Pierre VIVIER, qui a terme, devrait pouvoir être délocalisé afin que le site n'accueille que des établissements médico-sociaux, dans une logique de cohérence d'action et pour vivre ensemble plus adapté au niveau des usagers.

Nous avons étudié une relocalisation du service des Lits Halte Soins Santé dans le bâtiment du service des Lits d'Accueil Médicalisés, situés sur le site Pierre VIVIER. Cette évolution comprend des travaux importants et notamment la surélévation d'un étage du service actuel des LAM et une extension d'une aile du bâtiment. Cette évolution apporte de la cohérence dans l'accompagnement des personnes accueillies, une meilleure ergonomie pour les professionnels, et une offre de meilleure qualité. En effet, les résidents des LHSS disposeraient alors d'une chambre seule au lieu d'une offre en chambre double comme c'est le cas actuellement.

L'année 2022 a été aussi celle de l'ouverture d'un nouveau service, l'Equipe Médico-sociale d'Intervention Hors les murs au cours de l'été 2022. Ce service entre dans une démarche « d'aller vers », pour une offre médico-sociale temporaire, sur le lieu où se trouve l'utilisateur.

Et ce fut également, pour le service Antigone, l'occasion de développer une nouvelle action qui vient étendre l'activité du service avec notamment le projet d'une maraude numérique, et des services auprès des jeunes, complétant ainsi l'offre de prévention concernant la traite des êtres humains.

Nous avons développé également une démarche de réduction des risques et notamment « Alcool », sur le site Pierre VIVIER, expérience née du contexte de la crise sanitaire, lors des périodes de confinement.

Enfin, sur le plan du partenariat, le Pôle participe à différents réseaux qui oeuvrent sur le territoire et en particulier : CPTS de la Métropole (Communauté Professionnelle Territoriale de Santé), DAC (Dispositif d'Appui et de Coordination 54 – Ex : PTA 5Plateforme Territoriale d'Appui), afin que les spécificités des personnes accueillies puissent être prise en compte.

¹Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarité

1. FINANCEMENT

Le Service Antigone développe une action de prévention des risques sanitaires et sociaux chez les personnes pratiquant la prostitution financée par :

- ✓ Direction Départementale de la Cohésion Sociale 54 (DDCS) – Agence Régionale de Santé Délégation 54
- ✓ Contrat de ville, Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) Sécurité Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN)/ACSE
- ✓ Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l’Egalité des Chances

Le Service Antigone développe une action de prévention des conduites addictives financée par :

- ✓ Agence Régionale de Santé Délégation 54
- ✓ Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA)

Nous intervenons en prestation de service auprès de France Addiction (ex-ANPAA), l’association REALISE et la mission locale de NANCY.

2. INTERVENTION MEDICO-SOCIALE AUPRES DES PERSONNES PROSTITUEES

2.1 Objectif général

Il s’agit de prévenir et réduire les risques sanitaires et sociaux chez les personnes en risque ou en situation de prostitution sur le Département de Meurthe-et-Moselle.

Si les personnes qui pratiquent la prostitution de rue se caractérisent par une absence de lien avec les services médico-sociaux de droit commun, la file active du service est aussi constituée de personnes qui peuvent avoir des liens avec des professionnels de l’Aide ou de l’Action Sociale mais qui vont taire leur activité ou leur parcours de « Victimes de la Traite des Etres Humains ».

La démarche proactive « Aller vers » consiste à engager avec les personnes les démarches nécessaires pour permettre l’accès aux droits et aux soins, préalable incontournable à un éventuel engagement dans un parcours d’insertion sociale et personnel alternatif à une prostitution subie.

En parallèle, le travail de réseaux avec les professionnels de l’action sociale permet de mieux appréhender les situations à risques et d’agir en prévention, notamment en direction de jeunes en rupture ou en grande précarité sociale qui pourraient avoir recours à la prostitution ou d’autres pratiques assimilées.

Le service Antigone dispose de l’agrément pour les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle ainsi que des Vosges depuis novembre 2022. Ces agréments permettent de mettre en place les « Parcours de Sortie de la Prostitution »¹ des personnes qui ont obtenu l’accord de la Commission Départementale de Lutte contre la Prostitution, le Proxénétisme et la Traite des Etres Humains aux Fins d’Exploitation Sexuelle.

¹ Le Parcours de Sortie de la Prostitution est une disposition de la loi du 13 avril 2016

2.2 Sociologie de la prostitution

2.2.1 Sur l'espace public

Les mesures de confinement et de couvre-feu liée à la crise sanitaire COVID-19 ont fortement impacté l'activité de prostitution sur l'espace public. Ainsi, après une baisse de 22% de la file active en 2021, on note une stabilisation du nombre de personnes rencontrées au cours de l'année (25 personnes contre 23 en 2021).

Si sur un plan quantitatif la baisse est notoire, sur le plan qualitatif les typologies de populations pratiquant la prostitution de rue à Nancy évoluent peu. La catégorisation des publics en 3 groupes reste pertinente :

- Les personnes étrangères (africaines et pays de l'est) qui arrivent sur Nancy essentiellement par le biais de réseaux de traite des êtres humains,
- Les jeunes en rupture sociale et familiale qui pratiquent une prostitution de subsistance. Leur présence est ponctuelle et elles sont parfois difficilement repérables compte tenu de leurs habitudes de travail et des risques à se confronter à des groupes constitués de femmes étrangères,
- Les personnes qui exercent cette activité depuis de nombreuses années et que l'on peut considérer comme « traditionnelle ». On assiste cependant à une baisse régulière de leur nombre depuis plusieurs années.

2.2.2 Sur l'espace privé ou semi privé

On notera les pratiques suivantes :

- Les personnes qui pratiquent la prostitution indoor (hors de l'espace public) via les sites d'annonces internet. Les clients sont rencontrés dans un logement loué et spécifiquement dédié à l'activité ou à l'hôtel durant de courts séjours (escort-tour).
- Les personnes qui pratiquent une prostitution cachée à l'abri des regards dans certains lieux de résidence ou d'hébergement temporaire.

2.3 Public bénéficiaire en 2022

On notera :

- Une prostitution de rue qui reste visible mais en nette diminution.
- Les personnes rencontrées « hors la rue » représentent désormais la majorité des personnes suivies par le service.
- Les interventions des professionnels se développent désormais sur l'ensemble du territoire de la Meurthe-et-Moselle.
- Le service intervient auprès d'associations partenaires accueillant des demandeurs d'asile afin d'identifier d'éventuelles situations à risque de Traite des Etres Humains actuelles ou passées à Epinal, Bar-Le-Duc et Metz.

- L'existence d'une prostitution cachée, essentiellement par internet. La mise en place de maraude numérique sera effective au début de l'année 2023.

	Public rencontré lors du travail de rue		Suivi social hors la rue		Total	
	Effectif	Variation	Effectif	Variation	Effectif	Variation
2019	60	0%	63	+10%	123	+5%
2020	35	-42%	72	+14%	107	-13%
2021	23	-22%	83	+15%	106	-1%
2022	25	+9%	83	-	108	+2%

La file active est stable par rapport à l'année 2022 et se caractérise comme suit :

- Sur 28 personnes repérées lors des maraudes, 25 personnes ont été contactées et, comme en 2021 toutes les personnes ont engagé des démarches médico-sociales en journée.
- 83 personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue et qui se sont engagées dans un accompagnement en vue d'améliorer leur situation personnelle ou pour tenter de s'engager dans la réalisation d'un projet alternatif.

Au total, ce sont 108 personnes qui ont bénéficié d'une intervention du service en 2022.

2.4 Répartition de l'activité du service selon les programmes d'intervention

Le gestionnaire d'activité du service permet d'identifier la nature des actes réalisés et le temps d'intervention par professionnel.

2.4.1 Répartition des actes et démarches médico-sociales réalisées en 2022

L'action du service a généré 190 contacts sur l'année auprès des 25 personnes rencontrées pratiquant la prostitution de rue contre 290 en 2021. L'activité de rue est en baisse significative depuis 2020. Les principales thématiques abordées concernent la santé (prophylaxie des IST/VIH/hépatites, etc.), l'accès aux droits et à la santé.

L'accompagnement de jour des 108 personnes (voir tableau ci-dessus) a permis de réaliser 1689 actes sur l'année qui se déclinent comme suit :

		Nombre d'actes par action	%	Total des actes médico-sociaux	%	TOTAL des actes sur le programme PROSTITUTION en 2022
INTERVENTIONS EN SANTE	Actions collectives de prévention	17	5%	345	20.5%	1689
	Accompagnement, démarches de soins et dépistages	224	65%			
	Administration des dossiers "suivi en santé"	104	30%			
Prévention en travail de rue		190			11.2%	
INTERVENTIONS SOCIO-EDUCATIVES	Accompagnement, démarches sociales et administratives	328	28.4%	1154	68.3%	
	Accès aux droits des personnes prostituées	455	39.5%			
	Accompagnement aux projets d'insertion sociale	341	29.5%			
	Dispositif observatoire de la prostitution	30	2.6%			

La santé (accès aux soins et prévention) représente 32% du total des actes réalisés (42% en 2021), tandis que les actions socio-éducatives représentent 68% des actes contre 58% l'année précédente.

2.4.2 Répartition des temps d'intervention selon les fonctions en 2022

Le tableau ci-dessous présente la répartition des temps d'intervention par professionnels. On peut constater que les démarches en santé et prévention représentent 822 heures. En comparant cette répartition avec le tableau des actes réalisés, on constate que les 34% de temps d'intervention médicale produisent 31.7% du total des actes médico-sociaux réalisés sur l'année.

		Infirmière de prévention	Educatrice spécialisée	Assistant de Service Social	Cumul des heures d'intervention par action	Total des heures	%	TOTAL
INTERVENTIONS EN SANTE	Actions collectives de prévention	20	40	20	80	822	34%	2417
	Accompagnement démarches de soins	330	60	60	450			
	Prévention en travail de rue	32	64	96	192			
	Administration des dossiers "suivi en santé"	90	-	10	100			
INTERVENTIONS SOCIO-EDUCATIVE	Accompagnement, démarches sociales et administratives	-	66	354	420	1595	66%	
	Accès aux droits	-	60	445	505			
	Accompagnement à la vie quotidienne et projet d'insertion sociale	-	280	310	610			
	Dispositif observatoire de la prostitution	-	60	-	60			

2.4.2.1 La file active du service en 2022

La file active des personnes suivies par le service se distingue en deux catégories. La première correspond aux personnes qui pratiquent la prostitution de rue et qui sont rencontrées lors des maraudes. Le second groupe est constitué des personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue et/ou qui sont engagées dans un projet d'insertion.

La crise sanitaire continue de bouleverser le paysage de la prostitution. La prostitution de rue a baissé de manière significative depuis 2 ans, du fait des mesures de couvre-feu et des restrictions de circulation auxquelles il convient d'ajouter les mesures de pénalisation des clients mises en place par la loi de 2016 portant sur la lutte contre la prostitution.

2.4.2.1.1 Le travail de rue

Le travail de rue est un des principaux médias permettant de rencontrer les personnes pratiquant la prostitution. Les professionnels sont bien identifiés par le public compte tenu de leur présence régulière sur le terrain et par l'information diffusée par les personnes connaissant le service auprès de leurs collègues récemment arrivées.

L'action principale se décompose en deux temps. Le premier consiste à établir le contact avec les personnes au travers des « maraudes » en proposant du matériel de prévention (préservatif, lubrifiant, gel antibactérien...) associé à une information actualisée sur les risques sanitaires et sociaux liés à la pratique de la prostitution de rue. Il s'agit ensuite de proposer un accompagnement vers les dispositifs

de dépistage et de soins selon la demande exprimée par la personne ou le besoin identifié par les professionnels.

Les sorties de terrain se déroulent de 22h00 à 3h00 du matin. L'équipe est composée d'un binôme homme-femme avec la présence une fois sur deux d'une infirmière de prévention. Le véhicule est adapté pour recevoir les personnes seules ou en groupe. Les intervenants médico-sociaux proposent un temps de pose autour d'une tasse de café ou de thé. Au-delà de la prophylaxie des IST, les échanges portent sur différents sujets qui préoccupent les personnes tels que leurs conditions de vie, leurs éventuelles difficultés sociales ou personnelles.

Les intervenants proposent du matériel de prévention, répondent aux demandes formulées et invitent à rencontrer le service en journée essentiellement pour réaliser des démarches de santé.

Sur le travail de rue, on note que 90% des personnes repérées ont été contactées. Au total, le service a établi 190 contacts pour 25 personnes.

	Moyenne des contacts par sortie en 2022	Moyenne des contacts par sortie en 2021
1er trimestre	12	-
2ème trimestre	10	-
3ème trimestre	13	12
4ème trimestre	11	13

2.4.2.1.2 Les accompagnements médicaux et sociaux en journée

Le travail de rue crée un lien qui permet d'engager, avec les personnes qui le souhaitent, un accompagnement durable en dehors du cadre des sorties de nuit. Ainsi, pour l'année 2022, toutes les personnes se sont engagées dans un accompagnement médico-social dans la journée.

En outre, 83 personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue se sont engagées dans un accompagnement à la réalisation d'un projet alternatif :

- 17 femmes en grande difficulté sociale (emploi, hébergement, etc...) et qui rencontrent d'importants problèmes de santé et/ou de toxicomanie. Elles pratiquent ponctuellement une prostitution de subsistance. L'action du service porte alors sur l'amélioration des conditions d'existence et l'accès aux soins et aux traitements.
- 15 personnes qui pratiquent la prostitution sur internet.
- 33 personnes qui ont bénéficié de l'intervention du service sur sollicitation d'un service partenaire.
- 2 personnes qui ont bénéficié d'un hébergement en lien avec le dispositif AcSé pour la protection des victimes de la traite des êtres humains.
- 13 personnes qui sont engagées dans un projet d'insertion au long cours dans le cadre d'un parcours de sortie de la prostitution.
- En outre, le service a été sollicité pour intervenir sur 3 situations de jeunes mineurs en soutien des professionnels de la P.J.J ou missionnés par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance de Meurthe-et-Moselle.

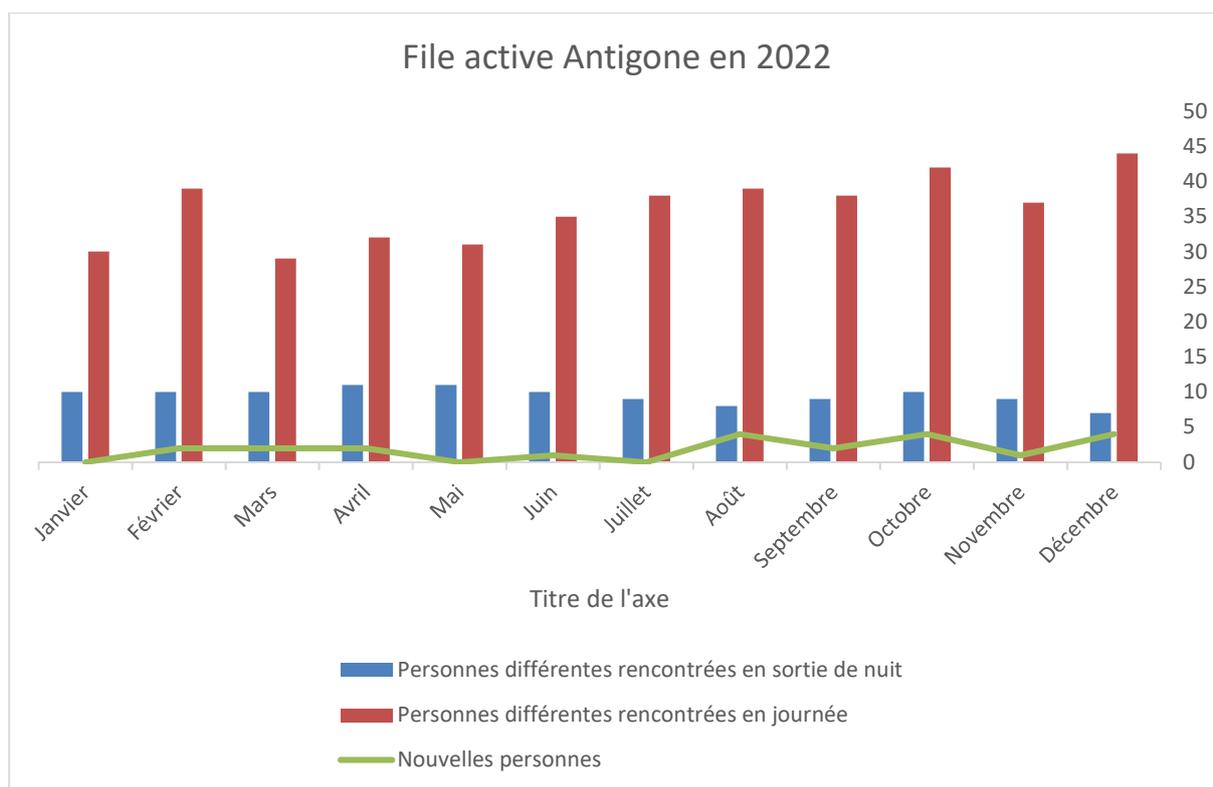
2.4.2.1.2.1 Les contacts en 2022

La file active des personnes rencontrées en maraude est en diminution depuis la mise en place de la loi contre l'achat de service sexuel qui vise les clients. La loi de 2016 semble générer deux types d'attitudes chez les personnes qui se prostituent. En premier lieu, on constate un déplacement de la prostitution sur les espaces privés via les sites de rencontres par internet ou les réseaux sociaux. Mais les professionnels du service sont aussi sollicités par certaines personnes pour bénéficier des mesures proposées par le dispositif « Parcours de sortie ». Elles se prostituent moins souvent sur la rue et sont davantage rencontrées en journée.

Nombre de contacts	Personnes rencontrées en sortie de nuit	%	Personnes rencontrées en journée	%
Moins de 5	10	40%	19	23%
Entre 5 et 9	9	36%	31	37%
Entre 10 et 20	6	24%	18	22%
Plus de 20	-	-	15	18%
Total effectifs	25	100%	83	100%

23% des personnes rencontrées sur la rue sont vues moins de 5 fois sur l'année 2022 contre 18% en 2021, tandis que 40% des personnes rencontrées en journée le sont au moins 10 fois contre la moitié en 2021.

2022	Personnes différentes rencontrées en sortie de nuit	Personnes différentes rencontrées en journée	Nouvelles personnes rencontrées
Janvier	10	30	0
Février	10	39	2
Mars	10	29	2
Avril	11	32	2
Mai	11	31	0
Juin	10	35	1
Juillet	9	38	0
Août	8	39	4
Septembre	9	38	2
Octobre	10	42	4
Novembre	9	37	1
Décembre	7	44	4



Compte tenu d'un effectif en baisse des personnes pratiquant la prostitution de rue, et du fait que toutes les personnes rencontrées étaient connues du service en journée, le service s'est adapté en fonction des besoins identifiés. Ainsi, la fréquence des sorties a parfois été diminuée pour mieux répondre aux besoins d'accompagnement en journée.

2.4.2.1.2.2 Les premières rencontres

Le service a rencontré 25 nouvelles personnes en 2022 dont les trois quarts ne pratiquent pas la prostitution de rue. Depuis 2020, les nouvelles personnes rencontrées en journée sont plus nombreuses que celles rencontrées en sortie de nuit.

Première rencontre	Effectif	%
Public hors la rue	22	88%
Public rue	3	12%
Total	25	100%

2.4.2.2 Données sociodémographiques des personnes rencontrées en 2022

2.4.2.2.1 Répartition du public selon la nationalité et le type d'activité

Pays d'origine	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
France	10	40%	13	16%	23	21%
Europe de l'Est	6	24%	7	8%	13	12%
Afrique Sub-saharienne	5	20%	60	72%	65	60%
Amérique du Sud	4	16%	3	4%	7	7%
Total	25	100%	83	100%	108	100%

En 2022, les personnes pratiquant la prostitution de rue sont majoritairement étrangères, soit 60% (contre 57% en 2021). Il en est de même pour celles qui ne sont rencontrées qu'en journée. Si les personnes en provenance d'Afrique représentent la moitié de la file active totale du service (60%), on notera qu'en prostitution de rue elles ne représentent plus que 20% des personnes rencontrées lors des maraudes (contre 60% en 2019).

2.4.2.2.2 Droit au séjour

Titre de séjour	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
Carte nationale d'identité	10	40%	13	15.5%	23	21%
Réfugié ou protection subsidiaire	-	-	10	12%	10	9%
Demande d'asile	-	-	11	13%	11	10%
Sans titre de séjour	-	-	16	19.5%	16	15%
Réexamen demande d'asile	1	4%	5	6%	6	5%
Titre de séjour temporaire (dont parcours de sortie)	6	24%	16	19.5%	22	20%
Non connu	2	8%	-	-	2	2%
Ressortissant de l'Union Européenne	6	24%	7	8.5%	13	12%
Carte de résident	-	-	5	6%	5	6%
Total	25	100%	83	100%	108	100%

Les possibilités d'insertion sont déterminées par le statut des personnes sur le territoire français. L'obtention d'un titre de séjour est primordiale pour engager un parcours d'insertion. Ainsi, le service accompagne 14 personnes dans le cadre d'un « parcours de sortie de la prostitution » sur les départements de Meurthe-et-Moselle et de Moselle lequel permet, après validation de la Commission

Départementale de Lutte contre la Prostitution d'obtenir un titre de séjour temporaire autorisant de travailler ou d'accéder à une formation.

2.4.2.2.3 Age et genre

Sexe/genre	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
Transgenre	4	16%	2	2.5%	6	5.5%
Homme	-	-	-	-	-	-
Femme	21	84%	81	97.5%	102	94.5%
Total	25		83	100%	108	100%

Age	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
Moins de 20	-	-	11	13.5%	11	10%
De 20 à 24	6	24%	17	20.5%	23	21.5%
De 25 à 34	6	24%	35	42%	41	38%
De 35 à 44	6	24%	13	16%	19	17.5%
45 et plus	7	28%	7	8%	14	13%
Total	25	100%	83	100%	108	100%

La question de la prostitution des mineurs est également une réalité, mais qui est complexe. Le service n'a cependant pas constaté d'augmentation sensible du nombre de personnes de moins de 20 ans dans la file active. La prostitution des mineur(e)s est absente de l'espace public et se retrouve surtout sur internet et les réseaux sociaux qu'il est particulièrement difficile d'atteindre. A partir de septembre 2022, le service a été sollicité par des professionnels (Service de l'Aide Sociale à l'Enfance, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Gendarmerie Nationale) pour intervenir sur 3 situations de mineurs et 3 de très jeunes majeurs.

2.4.2.3 Typologie des démarches et accompagnements en 2022

2.4.2.3.1 Objectif

Les objectifs de l'intervention rue se déclinent comme suit :

- Agir sur les précarités qui ont conduit à la pratique de la prostitution,
- Agir sur les contraintes personnelles, économiques et sociales au travers d'un projet d'insertion,
- Améliorer le quotidien des personnes prises en charge et proposer des alternatives crédibles à la pratique de la prostitution,
- Créer les conditions favorables à une prise de décision éclairée pour les personnes pratiquant la prostitution,
- Garantir l'accès à la santé.

2.4.2.3.2 Accompagnement aux démarches de santé

Toutes les personnes accompagnées dans une démarche de santé font l'objet d'un « bilan » de situation (droit à l'assurance maladie, dernier dépistage réalisé, vaccination, campagne de prévention des cancers, médecin traitant identifié).

L'action du service a généré 224 démarches en santé en journée contre 336 en 2021 et 198 en 2020. Les interventions en santé représentent 32% de l'activité du service (42% en 2021 et 39% en 2020).

Thématique démarches de soins	Démarches	%
Dépistage	15	11%
Vaccination	7	1%
Prévention et conseil en santé	113	30.5%
Accompagnement, soins et consultation	89	48%
Total	224	100%

2.4.2.3.3 Actions collectives en santé

Le service a organisé plusieurs actions collectives dans le respect des règles sanitaires en vigueur. Ces séances ont mobilisé 33 personnes différentes. Des stagiaires issus des « Beaux-Arts » et de « Sciences Po » Nancy ont animé des ateliers culturels tandis que l'infirmière du service a proposé des ateliers de prévention santé. Au total, 17 actions collectives se sont déroulées en 2022.

Des vestiaires ont été proposés tout au long de l'année.

En mai 2022, quelques cas de variole du singe ont été détectés en Europe. La France a rapidement mis en place une politique de Santé Publique axée sur la vaccination et la prévention secondaire.

Le service s'est engagé dans la campagne de prévention et de vaccination. Ainsi, l'infirmière coordonnatrice a créé un PowerPoint reprenant les principales informations concernant cette maladie. Le document a été traduit en espagnol ainsi qu'en anglais.

Pour les personnes parlant espagnol, l'information et la prévention a été faite en collectif car il est facile de les mobiliser ensemble grâce à leur forte cohésion. Le PowerPoint était imprimé afin de leur laisser un support d'informations. La possibilité de se revoir en individuel pour toute question a été entendue et utilisée par certaines d'entre elles.

Pour les personnes anglophones, la prévention a été faite en individuelle car il est complexe de les mobiliser sur un même créneau. Le PowerPoint a été également imprimé et donné aux personnes suivies.

2.4.2.3.4 Synthèse de la réalisation des objectifs en santé

Rappel des objectifs à priori	Indicateurs	Objectifs atteints Oui/non/partiellement	Raisons de l'écart
- Etablir un contact avec les personnes pratiquant la prostitution.	Quantitatif : Pers touchée/effectif décompté)	Partiellement : 25 90% de la population repérée dans la rue soit 25 personnes contactées sur 28 repérées.	Turn-over et temps de présence sur l'agglomération. Difficulté à contacter les personnes pratiquant la prostitution clandestine ou dans des lieux privés. Information des services en contact avec les publics cibles de l'action.
- Diffusion d'une information sur les pathologies/les risques et leurs prophylaxies.	Qualitatif : Amélioration des connaissances. Modification des comportements.	Totalement : 108 100% de la population repérée soit 108 personnes. Contact et prévention de rue : 190.	Turn-over et temps de présence sur l'agglomération.
- Proposer des démarches de prévention.	Quantitatif : Pers rencontrées/pers dépistées Qualitatif : Repérer les changements de comportement. Modifier les croyances. Mettre à jour les informations de prévention. Proposer des tests de dépistage.	Totalement : 70 65% de la population rencontrée a bénéficié d'une information de prévention des risques en santé.	Turn-over et temps de présence sur l'agglomération. Des demandes de santé sont à l'initiative de personnes qui appellent en dehors du cadre de l'action de terrain.
- Accompagner dans les démarches d'accès aux soins et aux droits.	Quantitatif : Nombre de demandes Nombre de démarches de santé et d'accès aux droits. Adhésion aux traitements.	Partiellement : 47% 51 personnes accompagnées.	Le service pose le principe d'une obligation de moyens en réponses aux demandes/besoins des personnes. Des demandes sont restées sans réponse du fait de l'absence de la personne au rendez-vous.
- Améliorer la connaissance de la situation sanitaire des publics cibles.	Quantitatif : Oui Qualitatif : Oui		Le recueil d'information est conditionné par l'accord de la personne qui décide ou non de partager l'information. Le travail de réseaux et la position de médiateur/tructeur apporte une bonne connaissance de l'état de santé des personnes.

Action individuelle :

Une jeune femme non francophone suivie par le service, est tombée enceinte en mars 2022. Accompagnement réalisé tout au long de la grossesse en lien avec la Maternité Régionale de Nancy. Nécessité d'être accompagnée pour faire le lien entre l'équipe soignante peu anglophone et la jeune femme et de trouver un juste milieu entre le suivi médical français et ses coutumes. Le suivi a été plus compliqué du fait de la barrière de la langue et de la différence de culture mais a eu un dénouement heureux puisqu'elle a accouché à terme en décembre 2022.

2.4.2.3.5 Les démarches d'insertion sociale

Thématique démarches sociales	Totaux	%
Accès aux droits santé	104	9%
Accès aux droits sociaux	54	5%
Droit au séjour	381	34%
Emploi formation	88	7.5%
Enfance et famille	111	10%
Gestion budgétaire	136	12%
Logement	142	12.5%
Justice	20	2%
Autres	88	8%
Total	1124	100%

2.4.2.3.6 Accès aux droits

Les démarches d'accès à un titre de séjour représentent 34% du total des démarches sociales engagées par le service en 2022.

L'accès aux droits à la santé concerne 44 personnes et représente 104 démarches auprès des organismes. Le travail des intervenants sociaux consiste à soutenir l'accomplissement des démarches, améliorer la connaissance des dispositifs et procédures pour favoriser l'autonomie des personnes rencontrées. Le contrôle des droits est systématiquement réalisé par les membres de l'équipe ainsi, toutes les personnes en lien avec le service disposent d'une couverture sociale au terme de la prise en charge.

Les interventions sociales, hormis la question du droit au séjour, concernent davantage les personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue. Cette différence est liée au fait que les personnes étrangères pratiquant la prostitution de rue ne peuvent pas disposer des mêmes droits du fait de leur statut sur le territoire (ressources, droit au travail, etc.).

Sur 108 personnes accompagnées par le service, 30 ont bénéficié d'une domiciliation administrative.

2.4.2.3.7 Emploi formation

L'accès à l'emploi et à la formation est un axe majeur pour les personnes qui souhaitent s'engager dans un parcours de sortie de la prostitution. L'accès à un titre de séjour pour les personnes étrangères et l'attribution d'une allocation constituent autant de moyens supplémentaires pour mettre en œuvre un projet d'insertion professionnelle.

2.4.2.3.8 Gestion budgétaire et logement

L'accompagnement à la gestion budgétaire représente 12% des interventions sociales contre 15% en 2021. Le service est intervenu auprès de 16 personnes pour leur permettre l'accès à l'aide alimentaire caritative. Par ailleurs, 14% des interventions sociales portent sur le logement (gestion locative et

savoir habiter pour les personnes hébergées en direct par le service, recherche de logement et orientation vers les dispositifs adaptés des bénéficiaires d'un parcours de sortie de la prostitution).

30 personnes disposent d'un compte usager au service. Avec l'accord de la personne, l'Association peut percevoir certaines allocations (RSA, AAH) et ainsi l'accompagner dans la gestion budgétaire (paiement des charges locatives, épargne). Il permet aussi à des personnes qui ne disposent pas de compte personnel du fait de leur statut, de régler des factures ou des amendes (établissement de chèques sur le principe des avances/remboursements) grâce au compte « usagers » de l'Association.

Les intervenants sociaux du service interviennent directement auprès des personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) qui sont hébergées ou disposent d'une domiciliation au service. Ils favorisent la mise en place d'un projet d'insertion dans le cadre de leur fonction de référent unique. Par ailleurs, on constate une augmentation des difficultés financières chez les personnes bénéficiaires des minimas sociaux, du fait de la baisse du nombre de clients en prostitution de rue.

Tout comme en 2021, 3 personnes ont été hébergées par le soutien du service et ont pu obtenir le statut de réfugié. 2 personnes ont pu bénéficier d'un relogement.

Prise en charge de Madame V.

Madame V., de nationalité nigériane, a été victime d'un réseau de proxénétisme transnational. Elle a été recrutée au Nigéria, sous couvert de la fausse promesse d'une vie meilleure en Europe. Son périple la fait arriver en Suède à Stockholm. Une fois au domicile de la proxénète, isolée, elle a été contrainte, sous la pression et la violence, de se prostituer dans des bars et des clubs. Elle devait donner tout l'argent perçu à sa proxénète chez qui elle vivait. Cet argent était censé correspondre à la dette du voyage. Une dette de voyage largement surévaluée et qui implique pour s'en acquitter de se prostituer des années. La victime se retrouve alors piégée.

Suite à une nouvelle agression de sa proxénète, Madame V. s'enfuit de Stockholm pour se mettre à l'abri en Suède. Elle est hébergée dans un centre d'accueil des migrants, elle est prise en charge médicalement suite aux blessures causées par sa proxénète. Etant arrivée en Europe avec un visa touristique français et ayant atterri à Paris avant d'aller en Suède, elle finit par être expulsée vers la France dans le cadre de la procédure Dublin.

A Paris, pour trouver de l'aide, Madame V. va à la rencontre de personnes africaines qu'elle croise dans la rue. Elle finit par trouver quelqu'un qui la met en contact avec une amie à Nancy. Cette femme, Madame J., nigériane également, lui parle d'un service social à Nancy qui vient en aide aux personnes prostituées. Madame J. téléphone au service et explique qu'elle est d'accord pour héberger Madame V. le week-end. Le travailleur social rencontre Madame V. au bureau.

Après un entretien pour comprendre, le parcours de la jeune femme, sa situation actuelle et ses besoins, plusieurs objectifs ont été définis.

Objectif hébergement :

Action : Sollicitation du 115 pour demande d'hébergement. Partenariat étroit avec les travailleurs sociaux du dispositif d'accueil d'urgence compte tenu de sa situation de victime de la traite des êtres humains.

Objectif santé :

Action : En collaboration avec le service d'Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile (HUDA), accompagnement médical physique et psychologique. Suivi du Centre Médico-Psychologique (CMP). Accompagnement aux urgences psychiatriques. Accompagnement au Centre Psychothérapique de Nancy (CPN). Accès au droit à la santé.

Objectif insertion sociale :

Action : Inscription à l'école de français. Participation à différentes activités (goûter, vestiaire, NJP).

Objectif accès à un titre de séjour lié à sa problématique :

Action : Travail sur son récit de vie dans le cadre d'une demande d'asile « victime de la traite des êtres humains ».

L'accompagnement de cette personne a nécessité un nombre important de rendez-vous avec des partenaires et d'entretiens individuels.

Il s'est déroulé de janvier à novembre 2022. Madame V. a obtenu son statut de réfugiée, elle va pouvoir initier son insertion professionnelle et acquérir progressivement son indépendance.

2.4.2.3.9 Parcours de Sortie de la Prostitution

Le service Antigone dispose de l'agrément pour accompagner les bénéficiaires du dispositif Parcours de Sortie de la Prostitution (PSP) pour les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et des Vosges.

En 2022, 10 dossiers ont été validés sur 13 demandes en Meurthe-et-Moselle.

La totalité des demandes pour intégrer le dispositif concerne des personnes étrangères. Une autorisation provisoire de séjour (APS) est délivrée pour la durée du parcours, lequel ne pourra pas excéder deux ans. Les personnes sans ressources dont les dossiers ont été validés par la Commission Départementale peuvent bénéficier d'une allocation différentielle (l'Aide Financière à l'Insertion Sociale et Professionnelle) d'un montant de 300€. Au terme du parcours, les personnes peuvent se voir délivrer un titre de séjour.

En 2022, 4 personnes sont arrivées au terme de leur « Parcours de Sortie de la Prostitution ». Remplissant les conditions de l'emploi et de ressources, elles ont obtenu un titre de séjour temporaire pour poursuivre leur projet d'insertion.

Département	1 ^{ère} demande	Renouvellement	Fin de parcours
Meurthe-et-Moselle	8	1	2
Moselle	-	1	2
Vosges	-	-	-

La commission départementale des Vosges a été officiellement installée le 25 novembre 2022. Les premiers dossiers PSP seront présentés au début de l'année 2023.

Le service est intervenu dans le cadre des mesures de pénalisation des clients en partenariat avec l'Association REALISE. Ainsi en 2022, 5 clients ont participé à une séance de sensibilisation à la « Lutte contre l'Achat de Service Sexuel ».

2.4.3 Actions de formation

Plusieurs actions de formation se sont déroulées durant l'année 2022, auprès des partenaires travailleurs sociaux en charge de l'hébergement et du suivi des demandeurs d'asile et ce, dans plusieurs établissements de l'Association ARS, de l'Association ARELIA, de la FMS d'Epinal et d'ADOMA Mont-Saint-Martin.

Il s'agit de faire une présentation des missions du service, des publics accompagnés, du travail d'identification des victimes de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle.

La création de ce réseau de partenaires susceptibles d'identifier le public « Antigone » permet ensuite d'entamer un travail de collaboration entre le travailleur social du site partenaire, l'utilisateur et le service Antigone.

L'objectif final est de pouvoir rencontrer les usagers de ces structures, qui ont connu ou se trouvent en situation de prostitution afin de leur proposer un accompagnement social pouvant déboucher sur un

accès au droit au séjour au moyen de différents dispositifs comme la demande d'asile et/ou le Parcours de Sortie de Prostitution.

Ce travail de collaboration a permis au service Antigone de rencontrer un nombre important de nouveaux usagers et cela va se poursuivre sur les années à venir.

Le champ d'action est la Région Lorraine.

2.4.4 Observatoire et évaluation des pratiques érotiques tarifées sur internet

La méthode consiste à consulter régulièrement les annonces qui paraissent sur une liste de sites de petites annonces généralistes ou spécialisées et d'identifier les propositions de prestations dans chaque ville/département de Lorraine. Chaque semaine, l'équipe d'Antigone alimente une base de données pour suivre les évolutions qualitatives et quantitatives de ce phénomène sur l'ensemble de la Région.

2.5 Perspectives 2023

Le travail engagé depuis plusieurs années pour élargir le champ d'intervention du service au-delà de la Métropole de Nancy permet désormais de proposer une aide et une assistance aux personnes concernées par la prostitution et/ou la traite des êtres humains sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle et des départements limitrophes (Moselle, Vosges et Meuse). Ces actions de formation et de soutien aux professionnels seront consolidées pour permettre au plus grand nombre d'usagers des services de bénéficier des moyens d'aide permettant l'amélioration de leurs conditions d'existence. L'année 2023 aura aussi pour objectif d'investir les nouveaux lieux de pratique de la prostitution sur internet et les réseaux sociaux en mobilisant les outils mis en place avec le concours de l'Université de Lorraine en 2021. Pour ce faire, le service a obtenu le financement d'une action spécifique sur une durée de 18 mois pour prévenir et réduire le recours à la prostitution des mineur(e)s et des jeunes majeur(e)s vulnérables qui utilisent internet et les réseaux sociaux. Le projet porte sur la mise en place d'une intervention du service sur Internet, par la création d'un site dédié à la prévention de la prostitution. Il s'agit de mettre en place une maraude numérique dans une logique de prise de Contact-Ecoute-Accompagnement-Orientation.

Cette démarche proactive, « aller au-devant des personnes », mise en place par le service n'est cependant pas suffisante. Le dispositif de maraude numérique doit s'appuyer sur les moyens d'aide et d'accompagnement existants sur les territoires d'interventions. C'est la raison pour laquelle il est indispensable d'organiser un réseau de professionnels susceptibles d'être mobilisés pour le repérage et la prise en charge des personnes.

3 PREVENTION DES ADDICTIONS CHEZ LES CONSOMMATEURS DE PRODUITS PSYCHOACTIFS ET SOUTIEN A LA PARENTALITE

3.1 Objectifs de l'action

En pratique, il s'agit de rencontrer dans le cadre d'un ou plusieurs entretiens les consommateurs pour :

- Informer sur les risques associés à la consommation,
- Délivrer une information sur différents thèmes en lien avec la prévention des conduites à risques et les produits,
- Evaluer la consommation des personnes accueillies,
- Permettre aux personnes de s'interroger sur leur consommation et favoriser une prise de conscience des conséquences sanitaires, psychosociales et judiciaires liées à leur conduite,
- Amener les personnes à développer des compétences personnelles et favoriser un environnement favorable à la non-consommation,
- Orienter les personnes évaluées en « usage problématique » vers des structures adaptées.

Les mesures « rappel à la loi avec orientation » et « stage de sensibilisation aux dangers des drogues » constituent une alternative aux poursuites judiciaires offertes aux personnes interpellées dans le cadre d'une infraction à la législation aux stupéfiants. La prévention des récidives et l'information exhaustive des dangers liés à une consommation de produits pouvant entraîner une addiction est un enjeu majeur de santé publique auprès d'un public déjà consommateur. L'expérience du service depuis 2005 a permis de mettre en évidence les comportements de consommation des personnes rencontrées, notamment sur les consommations de tabac et d'alcool. Ainsi, le professionnel qui rencontre les personnes propose depuis 2009 une information sur les dangers liés à la consommation chronique et abusive de ces produits.

3.2 Moyens mis en œuvre

3.2.1 Les moyens humains

Moyens en personnel : 0,70 ETP de travail social			
Fonction	Qualification	En heure	Total
Travailleur social	Educatrice spécialisée DE	695	753
Chef de Service	Assistant de service Social DE	58	

3.2.2 Les outils mobilisés

- Informations sensibilisation (information accueil – informations collectives),
- Prévention individuelle (accueil individualisé de prévention),
- Prévention – Actions auprès de groupes (ateliers pédagogiques, groupes de paroles),
- Dépistage – Repérage précoce,

- Prise en charge individuelle, accompagnement (prise en charge sociale, éducation à la santé).

3.2.3 Les partenaires

- Maison de la Justice et du Droit
- La Protection Judiciaire de la Jeunesse 54
- Les services de l’Aide Sociale à l’Enfance (UAU – UAE – REMM)
- REALISE
- La Maison des Adolescents de Nancy
- Service de Soins
- Centre de Soins, d’Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) du CHRU de Nancy : consultation cannabis – alcoologie – tabacologie
- Centre Médico-Psychologique Adultes et Adolescents
- Les services d’Action Sociale
- Les associations intervenant sur le champ de la santé et plus particulièrement de l’addiction et des dépendances : l’Echange, France Addiction, AIDES Réseau ville, hôpital, toxicomanie
- Le Service Social Départemental
- Les Services de Protection de l’Enfance
- Les services et établissements sollicitant une intervention du service en action collective de prévention
- L’Education Nationale : Etablissements scolaires
- L’ensemble des Services Sociaux de Droits Communs en contact avec les publics à risques
- Les parents et conjoints
- La Mission Locale de Nancy

3.3 Résultats

3.3.1 Les entretiens individuels

- Entretien de prévention : 79 personnes reçues

Les entretiens individuels concernent les personnes orientées par le parquet dans le cadre d’une mesure alternative aux poursuites pénales. Les jeunes adressés par les services de réparation pénale de l’Association REALISE, le Service Territorial en Milieu Ouvert et Insertion (STEMOI) de Nancy, France Addiction et le Service Socio-Judiciaire ANNE de l’Association REALISE (SSJ ANNE).

Par ailleurs, le service est intervenu sur demande auprès de 15 familles de jeunes (mineurs ou jeunes majeurs) dans le cadre d’un soutien/médiation des relations intrafamiliales.

Les professionnels du service proposent une série de conseils d’orientation au terme des entretiens individuels.

3.2.2 Les interventions collectives

64 interventions collectives sur l'année 2022 :

- 56 interventions ont été réalisées pour 339 jeunes accompagnés par la Mission Locale de Nancy,
- 11 stages de prévention auprès des publics suivis par la P.J.J 54 (STEMOI de Nancy) qui ont permis de rencontrer 48 jeunes dans le cadre d'ateliers collectifs et groupes de paroles,
- 5 stages organisés par l'Association France Addiction auprès de 50 personnes,
- 11 stages de sensibilisation aux dangers des drogues auprès de 129 personnes,
- Le service est intervenu sur 1 établissement scolaire de l'agglomération soit un total d'environ 120 jeunes collégiens,
- 3 soirées de prévention Festival Nancy Jazz Pulsation 2022.
- 8 ateliers et soirées de prévention sur les lieux de vie (Foyer de Jeunes Travailleurs).

3.4 Mesures d'avertissement avec orientation

Les personnes interpellées à la suite d'une infraction à la législation sur les stupéfiants se voient proposer une mesure alternative aux poursuites pénales. Elles sont alors orientées vers un délégué du procureur pour un « rappel à la loi ». Ce dernier oriente vers un service de prévention des addictions et de la toxicomanie. Les personnes disposent d'un délai fixé entre un et deux mois pour rencontrer un professionnel de l'action sociale formé aux questions de toxicomanie et de dépendance.

	Réunions – Séances - Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Entretien de prévention	15	30	Travailleur social référent

Nous n'avons pas eu de sollicitations des parquets pour des mesures individuelles d'avertissement avec orientation. Il apparaît ainsi un usage plus fréquent des mesures d'avertissement simple (rappel à la loi sans orientation vers un service de prévention) de la part du Parquet. On notera par contre une augmentation du partenariat avec la PJJ, l'Association REALISE et la Mission Locale.

3.5 Prévention des conduites addictives chez les jeunes P.J.J

Le volet P.J.J de l'action développe deux types de programme : intervention individuelle et intervention collective en direction d'un public de jeunes pris en charge au titre de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et leurs parents.

La réponse collective s'inscrit dans plusieurs cadres dès lors qu'un groupe est constitué :

- Le stage de sensibilisation mis en place sous le contrôle du service de la Protection Judiciaire de la Jeunesse 54 pour des jeunes consommateurs ayant commis une infraction à la législation sur les stupéfiants,
- Le stage citoyen mis en place par les équipes de travailleurs sociaux dans le cadre des mesures de réparation pénale,

- Une action de prévention auprès de jeunes identifiés par les éducateurs de la P.J.J par des prises de risques liées à une consommation de produits psychoactifs.

RESCUE GAME, Un jeu sur la réduction des risques en soirée

Le jeu se déroule par équipe de 2 ou 3 selon le nombre de participants. Le scénario présente ce qui se passe au cours d'une soirée organisée par Sam qui fête ses 20 ans dans l'appartement de sa sœur. Le but du jeu est d'y aller et de s'amuser et de repartir de la soirée en toute sécurité.

En plus des jeunes, des personnages fictifs « interviennent » toute la soirée en proposant des indices sur les actes de prévention, les consommations de produits psychoactifs.

On déroule le fil de la soirée au cours de laquelle les participants doivent répondre à des questions relatives aux prises de risque et à la prévention (Ex : La consommation de cannabis de Sarah peut-elle influencer sur sa vie personnelle ? Quelles sont les dangers à long terme d'une consommation de protoxyde d'azote ?). La question de la santé sexuelle est aussi abordée (Sam ne met pas de préservatifs que peut-il lui arriver ?). La question finale consiste à identifier celui ou celle qui, selon les indices de consommation de la soirée, peut repartir sans risque avec sa voiture.

Au terme du jeu, on débrieife la soirée ensemble, chaque réponse écrite est discutée avec le groupe. Les réponses sont validées ou non et complétées par des messages de prévention.

La réponse individuelle consiste à organiser un programme de plusieurs temps de rencontre avec la personne orientée en regard du diagnostic fait par les référents éducatifs de la P.J.J ou compte tenu des faits reprochés au mineur.

	Dispositif	Réunions – Séances - Rendez- vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Préparation des stages	PJJ 54	6	10	Travailleur social référent
Bilan de stage et bilan final de l'action		2	6	Chef de Service et travailleur social référent PJJ
Intervention module santé		6	18	Travailleur social référent
Accueil individuel des mineurs suite au stage de sensibilisation		24	72	Travailleur social référent
Orientation par le STEMOMI de jeunes repérés en consommation problématique hors stages		8	36	Travailleur social référent
Accueil des parents		3	3	Travailleur social référent
Mesure accompagnement à domicile, soutien à la parentalité à la suite des rencontres parents / adolescents		19	64	Travailleurs social référent
Total PJJ		68	224	

44 mineurs ainsi que 3 parents ont été rencontré en entretien individuel.

Par ailleurs, le service est intervenu sur demande auprès de 15 familles de jeunes (mineurs ou jeunes majeurs) dans le cadre d'un soutien/médiation des relations intrafamiliales.

3.6 Stages de sensibilisation aux dangers des drogues à destination des adultes

Le Service Antigone intervient auprès de personnes adultes participants aux Stages de Sensibilisation aux Dangers des Drogues de l'Association France Addiction (ex-ANPAA) sur le volet « risques pour la société ». 50 personnes ont participé au module collectif. Dans le même registre, le service Antigone a été sollicité par le Service de Réparation Pénale de l'Association REALISE pour animer un atelier de sensibilisation. Le service est intervenu à 11 reprises pour 129 participants.

	Dispositif	Réunions – Séances - rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Préparation des stages	France Addition	1	2	Travailleur social référent
Bilan de stage et bilan final de l'action		1	2	Chef de Service
Intervention Module drogue et société		5	10	Travailleur social référent
Préparation des stages	SSJ ANNE REALISE	1	2	Chef de Service
Intervention Module drogue et société		11	44	Chef de Service
Total		19	60	

3.7 Actions collectives de prévention

	Dispositif	Réunions – Séances – Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité des intervenants
Intervention Garantie Jeune	Mission Locale de Nancy	56	168	Travailleur social référent
Nancy Jazz Pulsation	Tous publics	3	12	Travailleur social référent
Intervention collective en milieu scolaire	Forum ado	1	3	Travailleur social référent
Ateliers soirées lieux de vie	Foyer MARAE	8	40	Travailleur social référent
Total		68	223	

Le service est intervenu auprès de 339 jeunes de la Mission Locale de Nancy dans le cadre de 56 réunions tout au long de l'année 2022. Il s'agit de proposer un espace d'information sur les conduites addictives (stupéfiants, alcool, mais aussi internet et les nouvelles technologies) qui représentent un frein à l'insertion sociale et professionnelle.

Les interventions en milieu scolaire restent marginales dans l'activité du service.

L'action de prévention des risques auprès des publics du Festival Nancy Jazz Pulsation s'est poursuivie en 2021. L'éducatrice spécialisée a animé un stand de prévention en partenariat avec d'autres associations au cours de trois soirées.

En partenariat avec le Foyer MARAE, le service a organisé 8 soirées de prévention à destination des jeunes qui y sont hébergés.

3.8 Accompagnements sociaux

	Dispositif	Effectif	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Accompagnement démarches médicosociales	Prévention des addictions auprès des adultes et jeunes adultes	19	110	Travailleur social référent

Le service a accompagné 19 personnes dans le cadre d'un projet d'accompagnement pour réduire les conséquences des consommations sur les aspects administratifs et sociaux (logement, travail, etc...).

La durée de suivi varie selon l'investissement de la personne et la nature des difficultés à traiter. Pour 70% d'entre elles, la durée de prise en charge se situe entre 3 à 12 mois ponctuée d'entretiens mensuels. L'action de l'éducatrice consiste à aider la personne à prioriser les questions urgentes (budget, logement, professionnel, etc...) puis mobiliser les dispositifs de droits communs susceptibles de répondre aux besoins sociaux identifiés. Lorsque la consommation a un impact sur la santé, elle accompagne la personne dans un parcours de soins (médecin traitant, service spécialisé, etc.).

3.9 Observatoire des pratiques addictives

Dispositif	Réunions – Séances - Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Observatoire des pratiques	Hebdomadaire	26	Travailleur social référent
Bilan appel à projet et évaluation	Annuel	4	Chef de service
Gestion et administration des dossiers	Quotidienne	70	Travailleur social référent
Total		100	

Depuis 2005, Antigone met en place un recueil des données descriptives et anonymes des personnes reçues en entretien individuel. Cette base d'information permet d'observer les évolutions dans les pratiques de consommation sur les territoires d'interventions et de définir des profils actualisés de consommateurs. Cet observatoire est en outre utilisé pour mettre à jour les informations utilisées dans les interventions collectives et individuelles.

3.9.1 Les profils des publics reçus en mesure d'avertissement

3.9.1.1 Les données sociodémographiques

Les personnes reçues majoritairement sont des hommes avec 90% en 2022. Les personnes résidant sur l'agglomération nancéenne représentent 70% de la file active.

3.9.1.2 Les typologies des consommations

Le tabac, l'alcool et le cannabis sont les principaux produits consommés.

3.9.1.2.1 Tabac

Toutes les personnes rencontrées déclarent être fumeur actif.

	2022	2021
1 à 5 cigarettes/jour	10%	5%
6 à 10 cigarettes/jour	28%	36%
11 à 20 cigarettes/jour	38%	29%
+ de 20 cigarettes/jour	24%	30%

3.9.1.2.2 Alcool

Si la consommation d'alcool reste importante chez les personnes reçues en 2022, une majorité déclare ne pas consommer en dehors des temps festifs.

3.9.1.3 La perception du vécu du consommateur de cannabis

Les entretiens individuels mettent en évidence que 35% des personnes reçues présentent les signes d'une dépendance (incapacité à se projeter dans l'avenir sans consommer, consommation quotidienne, etc...). De même, une personne sur cinq explique une consommation problématique avec des conséquences plus ou moins importantes sur la santé, la vie professionnelle et/ou familiale.

	Non-usage*	Usage	Usage nocif	Dépendance
Diagnostic professionnel	30%	35%	15%	20%
Diagnostic usager	30%	30%	30%	10%
Différentiel	-	-5	+15	+10

*Au moment de l'entretien

3.9.1.4 Les propositions d'orientation

Les professionnels du service proposent une série de conseils d'orientation au terme des entretiens individuels. Au total, 79 personnes (PJJ, Mission Locale de Nancy, délégués du Procureur...) ont été reçues en entretien individuel et 31 d'entre elles se sont engagées dans un accompagnement avec le référent addiction du service.

Conseil d'orientation	Effectif	Fréquence 2022	Fréquence 2021
	(n=79)		
Consultation tabacologie	10	13%	30%
Consultation cannabis	5	6%	18%
Médecin de ville	33	42%	43%
Centre de soins - CSAPA	8	14%	5%

3.10 Perspectives 2023

Les partenariats mis en place avec les associations de prévention (SOS Hépatites, France Addiction...) permettront de proposer des actions conjointes auprès des publics jeunes en insertion. Le service est sollicité pour intervenir auprès des personnes qui participent aux stages de sensibilisation mis en place par l'Association REALISE.

Le service est sollicité dans le cadre d'une réflexion portée par des professionnels du pôle en faveur de la réduction des risques et des dommages en direction des usagers du Pôle CHRS et Santé (volet alcool notamment).

4 FORMATIONS EN 2022

Fonction	Formation	Durée en heure	Durée par métier
Directrice	DG : Formation action management (obligatoire)	21	27
	CREAI : De la transformation de l'offre à l'évolution des pratiques	6	
Chef de Service Educatif	CREAI : Manager au sein d'une équipe apprenante	12	36.5
	AFNOR COMPETENCES : Action management encadrement (obligatoire)	21	
	SIAO	3.5	
IDE de prévention	AIR LIQUIDE : Formation à l'administration de MEOPA	3	47
	CREAI : Coordination d'équipe/d'unité 2022	12	
	PULSY : Télé médecine	21	
	SOS Hépatites : Utilisation des TROD VHC, TROD VHB et des TROD VIH 1 et 2	21	
	PAARI-RDR : Visite établissement Ithaque Strasbourg	7	
Travailleurs sociaux	CPN : Journée scientifique du Département d'Addictologie	7	17.5
	SIAO	3.5	
	PAARI-RDR : Visite établissement Ithaque Strasbourg	7	
Total			128

Conclusion

Nous constatons que les usagers trouvent au sein des services médico-sociaux du Pôle un espace qui s'adapte aux spécificités des personnes ayant vécu à la rue, atteintes de pathologies plus ou moins chroniques, souvent en situation de consommations actives ou passées de substances diverses, et atteintes de maladies psychiques, ou de troubles du comportement, que la vie à la rue et leur propre histoire de vie, a majoré.

Accompagner le projet de vie des usagers, c'est aussi s'ouvrir aux partenaires, afin de pouvoir trouver d'autres espaces qui répondent également aux aspirations des usagers. La vie au sein d'une institution n'est pas toujours souhaitée et souhaitable. Ces démarches impliquent de communiquer pour faciliter la compréhension des parcours et des situations des personnes accueillies sans la stigmatisation et les préjugés. Nous avons présenté dans le rapport d'activités du Pôle différentes situations qui mettent en lumière que les sorties des établissements vers l'inclusion sont jalonnées de réussite, sous condition, que l'ensemble des acteurs se coordonne au bénéfice des usagers, et en dépassant les représentations que nous pouvons nous forger à priori.